



Carqueiranne 2022

10^e congrès du SNASUB-FSU

Débattre - Décider - Revendiquer

Bulletin de débat n° 2
18 avril 2022

Contribution de la liste «Un SNASUB-FSU rassemblé pour résister et gagner»

Suite au 1^{er} tour de l'élection présidentielle : la FSU réaffirme sa détermination à lutter contre l'extrême droite et à l'empêcher d'arriver au pouvoir

A l'issue du 1^{er} tour de l'élection présidentielle, la FSU pointe la gravité d'une situation ouvrant la possibilité d'une accession au pouvoir d'un parti d'extrême droite. Cette situation se nourrit du désespoir créé par les politiques néolibérales menées en particulier durant le dernier quinquennat par Emmanuel Macron et confirmées dans son projet électoral.

Par rapport à 2017, le total des voix qui se sont portées sur l'extrême droite et le pourcentage que celle-ci recueille ont fortement progressé : 1 suffrage exprimé sur 3 s'est porté sur un de ses candidats. Or, Marine Le Pen, qui s'est qualifiée, comme Eric Zemmour, qui appelle à voter pour elle, sont les candidats de partis particulièrement dangereux pour la démocratie, la république et pour les conditions d'existence d'une

grande partie de la population de notre pays. L'extrême droite est l'ennemie des travailleur-ses, des droits syndicaux, de l'égalité entre les femmes et les hommes. En Hongrie, au Brésil, en Pologne, l'extrême droite au pouvoir s'attaque méthodiquement aux droits des enseignant-es, au droit à l'IVG, aux libertés publiques... L'accession de l'extrême droite à la présidence de la République ferait courir les plus graves dangers à notre pays, dans un contexte international instable. Dans la continuité de ses luttes historiques contre l'extrême droite, **la FSU appelle dans l'immédiat à lui infliger une défaite politique et à combattre ses idées par la défense des revendications qui, toutes, s'opposent à son programme.** Cela passe bien entendu par le fait de ne porter aucun suffrage en faveur de la candidate de l'extrême droite.

Saisissez-vous du débat !

Pour permettre un partage des expériences et points de vue syndicaux, comme à son habitude, le Bureau national du SNASUB-FSU organise la publication régulière d'un **bulletin de débat électronique.**

Pour participer au débat, exprimer une proposition, un témoignage, une analyse, une réaction... il vous suffit d'envoyer une contribution (**5000 signes maximum, espaces, titre et signatures compris**) à l'adresse **debat-congres@snasub.fr** au plus tard le vendredi minuit pour publication, dans le bulletin, le lundi suivant.

Le dernier bulletin de débat préparatoire à ce 10^e congrès paraîtra le lundi 9 mai 2022. Un bulletin de bilan du congrès paraîtra le lundi 30 mai 2022.

À vos claviers !

Contribution de la liste «Un SNASUB-FSU rassemblée pour résister et gagner»

(Suite)

Cela passe bien entendu par le fait de ne porter aucun suffrage en faveur de la candidate de l'extrême droite. Cela passe aussi par la construction des mobilisations contre les idées d'extrême droite et contre les politiques libérales destructrices de justice sociale qui en sont le creuset.

En effet, il est clair que si les politiques libérales favorisent la progression de l'extrême droite, celle-ci, en remettant en cause les fondements même de notre démocratie, constitue bien un danger de nature différente et encore plus grand. C'est bien la raison pour laquelle la FSU entend poursuivre et amplifier les mobilisations pour imposer dès maintenant d'autres politiques économiques, sociales et environnementales. La FSU portera ses revendications sur la base du manifeste qu'elle a publié, non seulement dans cet « entre deux tours » mais aussi à l'occasion des élections législatives.

Emmanuel Macron et les politiques néolibérales qu'il a menées sont responsables de cette situation : ces politiques produisent ressentiment et désespérance sociale tant elles aggravent les inégalités, divisent la société. La FSU continue de dénoncer son bilan catastrophique, aussi bien au niveau des services publics, des libertés, que des droits sociaux. Gestion autoritaire du pouvoir, mépris, injustices et répression ont jalonné son quinquennat.

L'intention affirmée au lendemain du premier tour de continuer sa politique de casse des solidarités en remettant en cause les retraites et les services publics, en prévoyant d'accélérer la fragilisation du service public d'éducation et du statut de ses personnels, en liant l'obtention du RSA à du travail gratuit sont inacceptables. Si elles étaient mises en place, elles poursuivraient la destruction méthodique des droits et des solidarités mise en œuvre tout au long du quinquennat.

Ce sont ces politiques néolibérales qui nourrissent aujourd'hui la progression des idées d'extrême droite. La FSU est donc déterminée à mobiliser si le projet présenté par Emmanuel Macron au cours de sa campagne était mis en œuvre.

La campagne électorale a également permis l'émergence d'une volonté de rupture avec le libéralisme et les politiques écocides. Des forces de progrès social ont réussi à rassembler une partie de la population, en particulier la jeunesse et les quartiers populaires, redonnant espoir dans la capacité du mouvement social à construire le rapport de forces nécessaire.

La FSU signe l'appel à manifester samedi 16 avril dans le cadre large en cours de discussion et mobilisera pour assurer la réussite de cette action.

Le 1^{er} mai sera la prochaine étape de la construction d'un puissant mouvement social exprimant deux exigences : le refus de l'extrême droite et de ses idées ainsi que l'exigence de mesures porteuses de progrès social, en faisant de la transition écologique un élément incontournable de ce mouvement. Plus nous serons nombreuses et nombreux, plus le message adressé sera explicite : volonté de rassembler très largement les forces progressistes du pays pour construire une société féministe, écologique et sociale, pour garantir les droits de tou·tes, pour réduire drastiquement les inégalités, pour améliorer les conditions de vie en redistribuant les richesses, pour respecter la dignité de toutes et tous. Pour sortir le pays de la crise dans laquelle il est plongé, c'est la justice sociale qui est à l'ordre du jour.

Après le 1^{er} mai étape nécessaire de la mobilisation, la FSU mettra en débat, dans la période qui suivra, la construction de nouvelles initiatives interprofessionnelles et/ou sectorielles, dans un cadre unitaire large.

**Fédération syndicale unitaire
Les Lilas le 13 avril 2022**



Contribution de la liste FRONT UNIQUE

Pas une voix pour Macron, pas une voix pour Le Pen ! Rejet intégral des programmes des deux candidats !

Le second tour des Présidentielles va opposer deux candidats qui ont en commun **d'être des ennemis jurés de la classe ouvrière, des partisans ouverts du renforcement de l'État policier et de la chasse aux immigrés** : d'un côté, la candidate raciste Le Pen et son programme ultra-réactionnaire, programme de préférence nationale, soutenue par Zemmour, de l'autre, l'ex banquier Macron, président sortant qui en 5 ans a porté des coups sans précédent contre les droits des travailleurs et de la jeunesse et dont le programme prévoit des coups encore supérieurs (retraite à 65 ans, hausse des droits d'inscriptions à l'Université, menaces sur l'existence de la Sécu, nouvelles attaques contre les statuts et mise en place du salaire trinôme dans la FP, etc.).

Comme en 2002, en 2017, on voudrait appeler la jeunesse et les travailleurs à faire barrage à l'extrême-droite.

La FSU s'est prononcée en ce sens en présentant Le Pen comme dangereuse non pas seulement pour la démocratie mais la "république". Est-ce bien le rôle d'une organisation de défense des travailleurs que de revendiquer la défense de la Vème République, ce régime où tout l'exercice du pouvoir politique est subordonné à la volonté d'un président-Bonaparte ?

En 2002, puis en 2017, c'est sur le terrain du « front républicain » que les dirigeants des partis et organisations issus du mouvement ouvrier ont accepté de s'effacer, d'appeler à voter pour des ennemis des travailleurs, de leur servir la soupe électorale sous prétexte de « faire barrage » à l'extrême-droite : le résultat, c'est qu'**en vingt ans le score de l'extrême-droite a progressé de 14 points**. Au cours de ces années, tous les acquis ouvriers ont été mis à mal, la chasse aux immigrés n'a cessé de s'intensifier, la marche à l'État policier n'a cessé de s'accélérer. Voilà les fruits pourris du « front républicain » ; voilà les fruits pourris du « dialogue social » avec la bourgeoisie. C'est sur ce même terrain que le

« front républicain » prolonge. Et voilà aussi le « terreau » de l'extrême-droite.

Aujourd'hui, tous les travailleurs et jeunes le savent pertinemment : le programme de Macron, c'est le parachèvement de ce travail de destruction des acquis. La retraite à 65 ans ; le pillage de la Sécurité Sociale, la liquidation des droits des chômeurs, le travail obligatoire gratuit pour les bénéficiaires du RSA ; la destruction de la Fonction Publique, des statuts, de l'enseignement public ; la fin du droit aux études etc. Or, la ministre de Macron pour la Fonction publique, de Montchalin, l'a déclaré sans détour : « la logique (...) c'est de rassembler », il n'y aura « pas de compromis sur les programmes ».

C'est un fait : quel que soit le vainqueur au soir du deuxième tour nous savons que nous aurons à faire face à la plus violente offensive contre tous nos droits et acquis.

C'est ce qu'expriment les centaines d'étudiants qui occupent la Sorbonne au cri de "Ni Le Pen, ni Macron !"

Dès lors, la question est simple : chaque voix supplémentaire portée sur la candidature Macron sera une balle dans le pied de tous les travailleurs ; moins le président élu pourra se prévaloir d'un vaste soutien électoral, meilleures – ou plutôt moins mauvaises – seront les conditions dans lesquelles nous pourrions tenter d'y faire face.

Dès lors, la seule position conforme aux intérêts des travailleurs et de la jeunesse était et est de se prononcer pour : **pas une voix pour Le Pen, pas une voix pour Macron !**

Si vous êtes en accord avec cette position, nous vous invitons à voter pour la liste FRONT UNIQUE.

Patrice Aurand, Eric Panthou, élus au Bureau national du SNASUB

